

Illlectronisme - Les écartés du numérique

La fracture se confirme entre la capitale et les régions

Paris, 18 octobre 2018 – Le 26 juin dernier, lors d’une conférence de presse, le syndicat de la presse sociale (SPS) a rendu publics les résultats de **l’étude sur les fractures numériques** qu’il a commanditée auprès de **l’institut CSA**. Dans le focus du débat apparaissent les « abandonnistes », de nombreux usagers qui ne vont pas au bout de leurs démarches administratives sur le Web du fait de leur manque de pratique sur Internet. L’écart est encore plus flagrant entre la capitale et les régions.

L’étude prouve **que le taux d’équipement** (à l’exception de l’ordinateur fixe) et de connexion **est meilleur en Ile-de-France** qu’en province. S’agissant de la connexion, elle est plus importante en Ile-de-France qu’en province (93% vs. 86%) et la fibre optique est naturellement plus présente dans cette première région (35%) qu’en province (17%).

La fréquence de connexion est plus élevée en Ile-de-France, 91% des personnes déclarant y résider s’y rendant au moins une fois par semaine (vs. 83% des personnes en province). Même constat pour les contacts par Internet avec sa famille ou d’autres personnes (82% vs. 72% ou 79% vs. 62%).

L’utilisation des réseaux sociaux est également plus répandue en Ile-de-France qu’en province (70% vs. 56%) et que dans l’Ouest de la France (50%).

Dans le Nord, le fait d’effectuer une démarche administrative par Internet est aussi plus rare : seuls 37% le font, vs. 58% en Ile-de-France.

Concernant l’aisance avec les équipements de haute technologie et la navigation sur Internet, cette dernière est **plus évidente en Ile-de-France qu’en province** (43% les jugent ces premiers très faciles à utiliser vs. 30% en province, 52% vs. 36% pour la deuxième).

Notons enfin que, de manière générale et sur les indicateurs de taux d’équipement, de connexion, de fréquence d’usage et d’aisance ressentie à l’utilisation, **les communes rurales apparaissent en retrait par rapport aux agglomérations plus importantes, et à l’agglomération parisienne en particulier.**

Hervé Fernandez, directeur de l’ANLCI souligne :

« La multiplication des services dématérialisés offre à ceux qui savent s’en servir plus de souplesse et de liberté. Mais cette tendance met en évidence une réalité invisible et pourtant bien présente : 2.500.000 personnes sont confrontées à l’illettrisme en ayant été portant scolarisées dans notre pays. Elles ne peuvent pas utiliser les outils numériques sans l’aide d’un tiers, avoir accès à des informations simples en les lisant, renseigner un formulaire, prendre un rendez-vous médical, chercher un itinéraire, gérer leur comptes bancaires... Plus de la moitié d’entre elles vivent en zone rurale ou faiblement peuplée. Le Syndicat de la Presse Sociale,

partenaire historique de l'ANLCI nous alerte sur cette réalité et nous appelle à tout mettre en œuvre pour que le numérique soit véritablement inclusif. »

A propos du Syndicat de la presse sociale

Le Syndicat de la presse sociale (SPS) rassemble plus de quatre-vingts éditeurs (associations, coopératives, mutuelles, syndicats...) afin de représenter, défendre et promouvoir l'information sociale. Le SPS compte au total une centaine de publications offrant à ses 20 millions de lecteurs une très grande variété de périodicités, de moyens mis en œuvre et de tirages. Par ailleurs, il offre à ses éditeurs des services personnalisés (information et formation générale ou thématique, conseil et assistance juridique, technique, administrative, fiscale...) et assure leur représentativité auprès des ministères et administrations de tutelle (CPPAP, CCIJP...).

sps.fr

Contacts presse

Karine Berthier

karine@escalconsulting.com
01 44 94 95 63 / 06 60 95 70 77

Elena Chadaigne

elena@escalconsulting.com
01 44 94 95 72

** Etude réalisée par téléphone du 15 au 23 février 2018 auprès :*

- d'un échantillon de 1 011 Français représentatifs de la population âgée de 18 ans et plus, construit selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession, région de résidence et taille d'agglomération) au sein duquel 165 personnes âgées de 70 ans et plus ont été naturellement interrogées ;*
- d'un sur-échantillon de 203 personnes âgées de 70 ans et plus représentatifs de cette population pour pouvoir en faire une analyse spécifique.*

Au final 1 214 personnes ont répondu à l'étude, dont 368 personnes âgées de 70 ans et plus, qui ont été remises à leur poids réel pour assurer la représentativité de l'échantillon global.